



**Chambre d'Agriculture de l'Isère**  
Maison des Agriculteurs  
40 avenue Marcellin Berthelot  
CS 92608  
38036 GRENOBLE CEDEX 2

---

# **Demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle pour l'irrigation**

---

**Etude d'impact**

**Mémoire de réponse à l'avis de la commission  
d'enquête**

Février 2018





# Sommaire

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>1. UNE APPRECIATION GLOBALEMENT FAVORABLE DU PRINCIPE D'AUTORISATION UNIQUE PLURIANNUELLE (AUP) GERE PAR L'OUGC MAIS DES CRAINTES FORMULEES PAR CERTAINS AGRICULTEURS QUANT AUX RESTRICTIONS QUI POURRAIENT EN RESULTER ET DES QUESTIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DE L'OUGC .....</b>	<b>4</b>
<b>2. DES CRITIQUES SUR LES MANQUES ET IMPRECISIONS RELATIFS A LA CONNAISSANCE DE LA RESSOURCE, INDUISANT DES DOUTES SUR LA FIABILITE DE L'ETAT INITIAL QUI PERMET D'EVALUER L'IMPACT DU CHANGEMENT DE PROCEDURE.....</b>	<b>5</b>
<b>3. DES INTERROGATIONS SUR LA (OU LES) METHODE(S) DE CALCUL DES VOLUMES QUI POURRAIENT ETRE AUTORISES POUR L'IRRIGATION DANS LE CADRE DE CETTE PROCEDURE D'AUTORISATION UNIQUE PLURIANNUELLE ET SUR LES QUANTITES PRELEVABLES .....</b>	<b>9</b>
<b>4. DES CRITIQUES SUR LA FAIBLESSE DES INVENTAIRES FAUNE FLORE, EN PARTICULIER DANS LES SECTEURS SENSIBLES : ZONES HUMIDES, NATURA 2000 .....</b>	<b>28</b>
<b>5. DES INCERTITUDES QUANT A L'EFFECTIVITE DU RESPECT DU DEBIT RESERVE ET DONC DES INQUIETUDES RELATIVES AUX IMPACTS DU PROJET SUR LE BON ETAT ECOLOGIQUE DES COURS D'EAU.....</b>	<b>29</b>
<b>6. DES CONSIDERATIONS D'ORDRE GENERAL .....</b>	<b>36</b>
<b>7. ANNEXES.....</b>	<b>39</b>
7.1. ANNEXE 1 : REGLEMENT INTERIEUR DE L'OUGC38 .....	39
7.2. ANNEXE 2 : ARRETE-CADRE SECHERESSE .....	39
7.3. ANNEXE 3 : CARTOGRAPHIE DES PRELEVEMENTS AGRICOLES ET DES ZONES NATURA 2000, ZNIEFF ET ENS.....	39
7.4. ANNEXE 4 : FICHES NATURA 2000 .....	39

## **1. Une appréciation globalement favorable du principe d'autorisation unique pluriannuelle (AUP) gérée par l'OUGC mais des craintes formulées par certains agriculteurs quant aux restrictions qui pourraient en résulter et des questions relatives au fonctionnement de l'OUGC**

---

*L'article R.211-112 du code de l'environnement prévoit que « le règlement intérieur de l'organisme unique ou ses modifications doit être transmis au préfet (...) ».*

*La Chambre d'Agriculture de l'Isère a été désignée OUGC par un arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2013, la commission d'enquête demande donc que lui soit transmis le règlement intérieur de l'OUGC38 (éventuellement modifié depuis la création de l'organisme), qui doit permettre d'apporter des réponses précises à l'ensemble des points relevés ci-dessus.*

➔ Le projet de règlement intérieur de l'OUGC38 est présenté en annexe.

## 2. Des critiques sur les manques et imprécisions relatifs à la connaissance de la ressource, induisant des doutes sur la fiabilité de l'état initial qui permet d'évaluer l'impact du changement de procédure

*En l'absence d'avis exprimé de l'Autorité environnementale, la commission se réfère à la note de cadrage produite par la DDT de l'Isère en septembre 2014, (et notamment les paragraphes 2.2.1 « Caractérisation du fonctionnement des hydrosystèmes de la zone d'étude », 2.2.2 « Description de la ressource en eau souterraine » et 2.2.3 « Description de la ressource en eau superficielle ») ainsi qu'à la contribution de la DREAL en date du 10 septembre 2014.*

*Il est demandé au maître d'ouvrage de justifier si et comment les indications portées dans ces deux documents de cadrage ont bien été respectées, à la lueur des interrogations ci-dessus exprimées ainsi qu'à celles, plus ponctuelles figurant dans les observations suivantes :*

- Lo Parvi : 5.5, 5.6
- Le Pic Vert : 8.4, 8.5
- FRAPNA : 9.6, 9.7, 9.9
- CLE Drac-Romanche : 11.9, 11.10, 11.11
- Balcons du Dauphiné : 12.5, 12.10, 12.19, 12.20, 12.22, 12.24, 12.25, 12.29, 12.35, 12.36, 12.40, 12.43, 12.44

➔ L'étude d'impact a été réalisée sur la base de l'état de la connaissance actuel et des études et éléments disponibles. L'état initial a été évalué sur cette base et sur l'historique des prélèvements, qui permet d'identifier les cas de conflits d'usage ou de baisse de débits de cours d'eau.

L'OUGC est conscient des incertitudes associées, mais celles-ci sont inévitables compte-tenu du niveau de connaissance disparate selon les unités d'études et les cours d'eau.

Les volumes prélevables sont basés sur le niveau de connaissance actuel. Dans le cas d'une amélioration de la connaissance pendant la durée de l'AUP, les nouveaux éléments pourront être pris en compte pour modifier les volumes prélevables si cela se justifie.

### Lo Parvi 5.5

La sensibilité des cours d'eau, et notamment les assecs constatés, seront pris en compte dans la gestion des prélèvements par l'OUGC.

### Lo Parvi 5.6

Dans le cas des cours d'eau pour lesquels peu de données sont disponibles, le volume prélevable a été défini sur la base des prélèvements historiques et de la sensibilité a priori du cours d'eau par rapport à ces prélèvements.

Concernant le débit de prélèvement autorisé, les évaluations même sommaires de débits d'étiage des cours d'eau ont été utilisées pour identifier le besoin de limiter le débit de prélèvement, pour assurer une prise en compte des besoins du milieu même en l'absence de données précises et fiables.

En l'absence de cours d'eau, un préleveur reste limité par sa capacité de pompage et par son autorisation de volume prélevable.

Des études et mesures complémentaires pourraient permettre d'affiner les volumes et débits prélevables.

#### **Le Pic Vert 8.4**

Les autorisations de prélèvements pour l'eau potable ne relèvent pas de la compétence OUGC mais directement de l'autorité administrative compétente et de manière individuelle.

#### **Le Pic Vert 8.5**

Il est bien noté l'existence du projet de remise en état de certaines micro-centrales hydro-électriques.

#### **FRAPNA 9.6**

Le mode de définition du volume prélevable en l'absence d'EVPG a été défini en concertation avec les membres du comité d'orientation de l'OUGC qui compte parmi ses membres la FRAPNA. Cette définition a été validée au CODOR du 22 janvier 2015 en présence de monsieur Robert Javellas.

#### **FRAPNA 9.7**

Les éléments sur les nouveaux projets de prélèvements sont précisés au paragraphe 3.

#### **FRAPNA 9.9**

Sur l'unité de gestion 4 Vallées, le sous-bassin versant du Saluant est le seul qui n'était pas concerné par l'étude volumes prélevables qui a été réalisée sur les 4 vallées. Il a donc été demandé une expertise particulière sur ce sous-bassin versant pour améliorer la connaissance de la sensibilité du milieu par rapport aux prélèvements. L'objectif de cette expertise n'était pas d'étudier de façon précise et exhaustif la sensibilité du milieu sur le sous-bassin versant, et s'est donc concentrée sur le cours d'eau du Saluant en lui-même, pour apporter de premiers éléments.

#### **CLE Drac Romanche 11.9**

L'étude d'impact a effectivement identifié que la sous-unité de gestion de l'Ebron présentait une vulnérabilité particulière et qu'elle était à surveiller pendant la saison d'irrigation, sur la base des informations disponibles. La gestion volumétrique, avec le respect sur la saison d'irrigation d'un volume prélevable, permettra d'éviter tout impact sur la ressource en eau. Le volume prélevable représente même une diminution par rapport au volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire. Les études prévues dans le SAGE pourront permettre d'améliorer la connaissance et d'affiner le partage de la ressource.

#### **CLE Drac Romanche 11.10**

Erratum de la section 2.11.6. :

Il existe peu de données sur les aquifères liés à la masse d'eau FRDG407 Domaine plissé BV Romanche et Drac et les relations entre les eaux souterraines et les eaux de surface dans ces unités. Vraisemblablement, les nappes sont alimentées par les précipitations.

L'ensemble des cours d'eau, le Drac et ses affluents, apportent de l'eau à la nappe. La qualité des eaux de l'aquifère est donc interdépendante des eaux de surface. Le Drac de l'aval de Notre Dame de Commiers à la Romanche alimente la nappe. Le Drac de la Romanche à l'Isère alimente la masse d'eau souterraine en rive droite seulement. En rive gauche, il ne peut pas réalimenter l'aquifère du fait de la barrière hydraulique au droit des captages AEP de Rochefort et Fontagnieux. A l'aval, les nappes alluviales sont drainées par l'Isère. Il est à noter qu'afin de rétablir la continuité hydraulique de la rivière, la CLE a travaillé au relèvement du débit de la rivière à 5,5 m<sup>3</sup>/s. La continuité hydraulique entre le Drac et la Romanche est effective depuis septembre 2015.

#### **CLE Drac Romanche 11.11**

Il est indiqué dans l'étude d'impact que les prélèvements qui ne doivent pas être augmentés sont les prélèvements par les canaux dans les cours d'eau (et non pas les prélèvements réalisés directement dans les canaux), c'est-à-dire les prises d'eau des canaux. Ils ne doivent pas être augmentés du fait du contexte de sensibilité de la ressource : il est nécessaire dans tous les cas de préserver le débit réservé ou débit objectif d'étiage dans le cours d'eau. Les canaux gravitaires sont aujourd'hui régulés par leur propre autorisation en termes de débit de prélèvement dans le cours d'eau, permettant d'assurer le respect du débit minimum dans le cours d'eau. Ces autorisations de débit de prélèvement ne doivent donc pas être modifiées pour ne pas augmenter la prise d'eau du canal dans le cours d'eau.

Cependant, l'étude d'impact indique qu'il est envisageable d'augmenter les prélèvements agricoles qui sont réalisés directement dans les canaux (et non pas les prélèvements dans les cours d'eau). En effet, l'eau entrant dans les canaux n'est pas consommée intégralement et une partie est ensuite rejetée au cours d'eau. L'eau des canaux est également utilisée pour d'autres usages. Le prélèvement des canaux dans le cours d'eau permettant déjà d'assurer le débit minimum du cours d'eau, les prélèvements dans les canaux pourraient donc être augmentés à condition d'organiser une concertation pour la gestion des canaux entre les différents usages.

De plus, les canaux engagent actuellement une réflexion sur la comptabilisation des volumes utilisés pour l'agriculture. Pour les saisons à venir, la connaissance sera affinée par la mise en place de compteurs qui permettront une gestion plus fine du fonctionnement du canal d'une part et des prélèvements agricoles d'autre part. Pour l'instant, les prélèvements sont très surestimés puisqu'évalués avec un forfait de 4000m<sup>3</sup>/ha, ce qui ne représente pas la réalité de l'irrigation de montagne.

#### **Balcons du Dauphiné 12.5**

Toute amélioration de la connaissance pendant la durée de l'AUP pourra être prise en compte pour modifier les volumes autorisés si cela s'avère nécessaire.

#### **Balcons du Dauphiné 12.10**

Le recensement agricole est une enquête décennale. Les derniers résultats disponibles sont donc ceux de 2010. A travers la procédure mandataire, la Chambre d'Agriculture dispose chaque année des chiffres pour les surfaces irriguées sur le département. Les données 2016 sont présentées p.56.

#### **Balcons du Dauphiné 12.19**

Les cours d'eau mentionnés sont évoqués dans la liste des masses d'eau, concernant la qualité des masses d'eau, et ils sont cartographiés sur la cartographie des prélèvements (annexe 1 Atlas cartographique). Ils ont donc bien été considérés.

#### **Balcons du Dauphiné 12.20**

Dans le cas d'une amélioration de la connaissance des débits sur les cours d'eau du territoire, les volumes prélevables pourraient être ajustés si nécessaire.

#### **Balcons du Dauphiné 12.22**

Erratum : L'objectif d'atteinte du bon état du Reynieu est effectivement fixé à 2015.

#### **Balcons du Dauphiné 12.25**

La mise en place de l'OUGC et de l'AUP contribuera à préserver la ressource en eau et ainsi la morphologie des cours d'eau.

### **Balcons du Dauphiné 12.29**

Toute amélioration de la connaissance pendant la durée de l'AUP pourra être prise en compte pour modifier les volumes autorisés si cela s'avère nécessaire.

### **Balcons du Dauphiné 12.24&35&36**

Une vigilance est nécessaire concernant les prélèvements sur le sous-bassin versant de la Chogne. La mise en œuvre d'un volume prélevable superficiel sur le sous bassin versant de la Chogne permet de gérer plus finement les volumes prélevés sur le bassin. De plus, le calendrier d'alternance de pompage entre la nappe d'accompagnement et le cours d'eau contribue à préserver la ressource.

### **Balcons du Dauphiné 12.40**

Il existe en effet quelques études liées à la présence du captage de Pré Bonnet sur cette sous-unité de gestion, les plus récentes datant de 2011/2012. Celles-ci restent néanmoins plus succinctes que les études qui ont pu être menées sur les unités de gestion disposant par exemple d'une EVP ou d'un SAGE. Un débit de nappe légèrement supérieur au débit de renouvellement de la nappe calculé pour le dossier a pu être calculé en utilisant une méthode de calcul différente (calcul d'un débit de nappe théorique par la méthode de Darcy), ce qui conforte le calcul effectué pour le dossier.

De plus, la comparaison du volume d'apport de renouvellement de la nappe en période d'irrigation et des volumes consommés durant la période d'irrigation témoigne d'un équilibre entre les prélèvements et le renouvellement de la ressource (cf. réponse aux commentaires 12.28 des Balcons du Dauphiné). Des réunions de concertation entre les différents usagers de cette sous-unité (irrigation et AEP) ont également eu lieu entre 2006 et 2010 et n'ont constaté aucun conflit entre les usagers, ce qui appuie les résultats de cette analyse théorique.

Un suivi de la nappe est préconisé sur cette sous-unité de gestion. Cependant, il est à noter que le suivi des niveaux de nappe ne fait pas partie des missions de l'OUGC. Un réseau de suivi de niveaux de nappe sur certains forages agricoles a été mis en place par le Conseil Général de l'Isère et la DDT (cf. section 7.2.1.4., figure 257). Les données collectées sur ces ouvrages sont gérées par la Chambre d'Agriculture de l'Isère. Dans la limite de ses possibilités, l'OUGC contribuera au suivi des niveaux de nappe sur ces sous-unités pendant la durée de l'autorisation.

### **Balcons du Dauphiné 12.43**

Dès lors que des prélèvements agricoles sont situés à l'intérieur du périmètre de l'OUGC, ils ne peuvent disposer d'une autorisation de pompage que par le biais de la procédure OUGC. Si ces prélèvements n'ont pas réalisé de demande auprès de l'OUGC pour régulariser leurs prélèvements, ils ne disposeront pas d'autorisation pour 2018. Les contrôles police de l'eau permettront de les sanctionner et de les sommer de régulariser leurs prélèvements. Toutefois, lors de la régularisation, ces prélèvements illicites ne seront pas prioritaires si la ressource est insuffisante pour satisfaire toutes les demandes.

### **Balcons du Dauphiné 12.44**

L'amélioration de la connaissance pourra permettre d'affiner les volumes prélevables.



### 3. Des interrogations sur la (ou les) méthode(s) de calcul des volumes qui pourraient être autorisés pour l'irrigation dans le cadre de cette procédure d'autorisation unique pluriannuelle et sur les quantités prélevables

---

*La commission d'enquête demande donc des explications sur les points suivants :*

- *Comment justifier ces très fortes augmentations des prélèvements demandés en comparaison avec les années de référence ?*
- *Quels sont les nouveaux projets pris en compte ? Et pour chacun, pour quelles quantités de prélèvements ?*
- *Pourquoi ces nouveaux projets n'ont-ils pas été intégrés dans la marge, déjà importante, de 20 % ?*
- *Quelle est la corrélation entre les volumes demandés et les surfaces irriguées ?*
- *Il est demandé au maître d'ouvrage de fournir un tableau récapitulatif, pour chaque unité et sous-unité de gestion, des volumes susceptibles d'être effectivement autorisés par le préfet, en regard des moyennes et des maximums prélevés sur la période de référence.*

➔ Le tableau ci-dessous reprend le tableau de synthèse présenté dans l'étude d'impact (aux paragraphes 3.19 et 5) et le complète avec les données de volume historique maximum prélevé sur la période 2003-2014 et le volume de projets d'augmentation ou d'installation connus.

Unité de gestion	Sous-unité de gestion	Milieu	Volume historique prélevé maximum (2003-2014)	Volume de projets d'augmentation ou d'installation connus (post 2014)	Volume prélevable (m³)	Capacité de pompage dans la ressource superficielle (m³/h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m³/h)	Calendrier de pompage existant (m³/h)	Calendrier de pompage à mettre en œuvre	VP ≤ volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire	Impact du changement de procédure (mandataire vers OUGC)	Sensibilité du milieu vis-à-vis des prélèvements actuels et futurs	Préconisations de volumes prélevables et de gestion
4 Vallées Bas Dauphiné	Gère Aval Gère Amont Vesonne	SOUT + SUP SOUT SOUT	663 529	230 000 + substitution prélèvements superficiels	827 000	95	2 646			oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Surveillance des niveaux de nappe
	Véga Aval Véga Amont Sévenne	SOUT + SUP SOUT SOUT	860 189	15 000 + substitution prélèvements superficiels	1 197 000	80	126			oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Surveillance des niveaux de nappe
	Gère Amont	SUP	71 764	30 000	94 000	432				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Sévenne	SUP	40 000		23 000	90				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Véga Amont	SUP	42 280		24 000	85	Calendrier pour le remplissage des retenues	Calendrier pour le remplissage des retenues	X Calendrier pour le remplissage des retenues	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier de pompage pour le remplissage des retenues Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Vesonne	SUP	44 224		34 000	270	Ambalon-Chavaroux : 60 Gervonde-Bielle : 120	Ambalon-Chavaroux : 60 Gervonde-Bielle : 120	X Ambalon-Chavaroux : 60 m³/h Gervonde-Bielle : 120 m³/h	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Saluant	SUP	28 211	5 000	28 211	116	145			oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu moyenne	Gel des prélèvements sur le maximum 2003-2014 Les prélèvements sont effectués à 100% sur la ressource superficielle. Evaluation au cas par cas en cas de transfert dans la ressource souterraine
	Saluant	SOUT	0	30 000	30 000					oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu faible à moyenne, liée à la faible connaissance du milieu	Nappe peu connue, surexploitation de la nappe à vérifier en fonction de l'évolution des niveaux de la nappe en période d'irrigation. Système de surveillance à mettre en place
	Chasse Seyssuel	SOUT + SUP	0		7 000		24			non	Acceptable : faible baisse du débit d'étiage quinquennal (6,6%)		Vigilance en cas de nouveaux prélèvements du fait du manque de connaissance des débits
	Sanne	SOUT + SUP	27 789		33 347	238	34	25	X	oui	Pas d'impact		Calendrier de pompage

Unité de gestion	Sous-unité de gestion	Milieu	Volume historique prélevé maximum (2003-2014)	Volume de projets d'augmentation ou d'installation connus (post 2014)	Volume prélevable (m³)	Capacité de pompage dans la ressource superficielle (m³/h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m³/h)	Calendrier de pompage existant (m³/h)	Calendrier de pompage à mettre en œuvre	VP ≤ volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire	Impact du changement de procédure (mandataire vers OUGC)	Sensibilité du milieu vis-à-vis des prélèvements actuels et futurs	Préconisations de volumes prélevables et de gestion
Bièvre Liers Valloire									25 m³/h				
	Varèze	SOUT + SUP	217 569		261 083	356 (226 sans canal)	163	90	X 90 m³/h	oui	Pas d'impact	Prélèvements superficiels existants ont un impact significatif (12% du débit d'étiage naturel)	Calendrier de pompage Présence d'un canal gravitaire : proposition d'un VP qui inclut le volume de la redevance Nécessité d'une vigilance pour les nouveaux prélèvements, vérifier la bonne conciliation avec les usages AEP
	Bancel	SUP	69 210		134 031	216				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Surveillance Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Collières	SUP	161 242		281 338	1 833				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Surveillance Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Dolon	SUP	81 660		63 937	398	108		X 108 m³/h	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Oron Amont	SUP	153 430		142 560	690				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Oron Aval	SUP	13 000		11 980	90				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Raille Amont	SUP	30 855		15 334	220	Rival amont : 250	Rival amont : 250	X Rival amont : 250 m³/h	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Raille Aval	SUP	282 855		199 297	1 484				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans

Unité de gestion	Sous-unité de gestion	Milieu	Volume historique prélevé maximum (2003-2014)	Volume de projets d'augmentation ou d'installation connus (post 2014)	Volume prélevable (m³)	Capacité de pompage dans la ressource superficielle (m³/h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m³/h)	Calendrier de pompage existant (m³/h)	Calendrier de pompage à mettre en œuvre	VP ≤ volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire	Impact du changement de procédure (mandataire vers OUGC)	Sensibilité du milieu vis-à-vis des prélèvements actuels et futurs	Préconisations de volumes prélevables et de gestion
	Bancel, Collières, Dolon, Oron Amont, Oron Aval, Raille Amont, Raille Aval	SOUT	13 879 846		26 611 324 m³ et moyenne glissante sur 7 ans de 15 611 353 m³					oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Le volume prélevable est fixé à 26 611 324 m³, cependant, la moyenne des prélèvements sur 7 ans ne doit pas dépasser 15 611 353 m³. Surveillance des niveaux de nappe
Bourbre	Agny	SOUT	13 440		16 800					oui	Pas d'impact	Un seul irrigant présent actuellement sur la sous-unité	Nappes peu connues et en majeure partie de faible extension, surexploitation de la nappe à vérifier au cas par cas, en fonction de l'évolution des niveaux de la nappe en période d'irrigation
	Agny	SUP	456		12 672	20	44			oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu moyenne	10% du volume disponible attribué à l'agriculture
	Bion	SOUT	73 926		190 000					oui	Pas d'impact		Nappes peu connues et en majeure partie de faible extension, surexploitation de la nappe à vérifier au cas par cas, en fonction de l'évolution des niveaux de la nappe en période d'irrigation
	Bion	SUP	0		33 120	20	115			oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu moyenne	10% du volume disponible attribué à l'agriculture
	Bourbre Amont	SOUT	68 015		81 618					oui	Pas d'impact	Un seul irrigant présent actuellement sur la sous-unité	Volume prélevable de 204 000 m³ envisageable au vu du renouvellement de la nappe
	Bourbre Amont	SUP	0		18 432	30	64			oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu forte : limiter les prélèvements supplémentaires - mais impact faible de nouveaux prélèvements sur le débit d'étiage	10% du volume disponible attribué à l'agriculture Vigilance nécessaire à l'étiage
	Bourbre Moyenne Amont	SOUT	4 713		5 656					oui	Pas d'impact		
	Bourbre Moyenne Amont	SUP	0		147 168	50	1 022			oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu forte : limiter les prélèvements supplémentaires - mais impact faible de nouveaux prélèvements sur le débit d'étiage	5% du volume disponible attribué à l'agriculture Vigilance nécessaire à l'étiage
	Bourbre Moyenne Aval	SOUT	1 282 525		1 539 030					oui	Pas d'impact		Surveillance des niveaux de nappe
	Bourbre Moyenne Aval	SUP	173 549	30 000	208 259	765	5 989			oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu forte : limiter les prélèvements supplémentaires - mais impact faible de nouveaux	Vigilance nécessaire à l'étiage

Unité de gestion	Sous-unité de gestion	Milieu	Volume historique prélevé maximum (2003-2014)	Volume de projets d'augmentation ou d'installation connus (post 2014)	Volume prélevable (m³)	Capacité de pompage dans la ressource superficielle (m³/h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m³/h)	Calendrier de pompage existant (m³/h)	Calendrier de pompage à mettre en œuvre	VP ≤ volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire	Impact du changement de procédure (mandataire vers OUGC)	Sensibilité du milieu vis-à-vis des prélèvements actuels et futurs	Préconisations de volumes prélevables et de gestion
												prélèvements sur le débit d'étiage	
	Bourbre Aval	SOUT	1 975 286		2 370 343					oui	Pas d'impact		Surveillance des niveaux de nappe
	Bourbre Aval	SUP	0		207 360	52	720			oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu forte : limiter les prélèvements supplémentaires - mais impact faible de nouveaux prélèvements sur le débit d'étiage	10% du volume disponible attribué à l'agriculture Vigilance nécessaire à l'étiage
	Catelan	SOUT + SUP	1 068 478	26 000	1 282 174	2 936	1 905	1 500	X 1500 m³/h	oui	Pas d'impact		Calendrier de pompage Surveillance des niveaux de nappe
	Hien	SOUT + SUP	0		50 000		378			non	Acceptable : faible baisse du débit d'étiage quinquennal (3%)	Aucun irrigant présent actuellement sur la sous-unité	Nappes peu connues et en majeure partie de faible extension, surexploitation de la nappe à vérifier au cas par cas, en fonction de l'évolution des niveaux de la nappe en période d'irrigation
Drac Amont	Drac Amont	SOUT + SUP	171 744		206 093	330	18 995			oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Les prélèvements sont effectués à 100% sur la ressource superficielle. Evaluation au cas par cas en cas de transfert dans la ressource souterraine
Drac Aval	Bonne	SOUT + SUP	2 561 000		3 071 819	2636 (316 sans canaux)	7 432			oui	Pas d'impact	Malsanne et Aiguebelle sensibles à une augmentation des prélèvements	Présence de canaux gravitaires : proposition d'un VP incluant les volumes des redevances Limiter les modifications sur les prises d'eau des canaux compte-tenu de la sensibilité du milieu Les prélèvements sont effectués à 100% sur la ressource superficielle. Evaluation au cas par cas en cas de transfert dans la ressource souterraine
	Drac Aval	SOUT + SUP	12 500		15 000	139	82 084			oui	Pas d'impact		Augmentation potentielle des prélèvements induire une baisse négligeable du débit d'étiage et permet donc le respect du DOE Les prélèvements sont effectués à 100% sur la ressource superficielle. Evaluation au cas par cas en cas de transfert dans la ressource souterraine
	Ebron	SOUT + SUP	517 670		621 204	548 (260 sans canal)	969			oui	Pas d'impact	Ruisseau d'Orbannes sensible à une augmentation des prélèvements	Présence d'un canal gravitaire : proposition d'un VP incluant le volume de la redevance Limiter les modifications sur les prises d'eau des canaux compte-tenu de la sensibilité du milieu Les prélèvements sont effectués à 100% sur la ressource superficielle. Evaluation au cas par cas en cas de transfert dans la ressource souterraine Extrême amont du bassin est à surveiller pendant la saison d'irrigation
Guiers Aiguebelette	Ainan	SOUT + SUP	121 034		133 137	50	624			oui	Pas d'impact	Sensibilité du milieu moyenne	Marge supplémentaire limitée à 10%
	Guiers Aval	SOUT	101 180		121 416					oui	Pas d'impact		
	Guiers Aval	SUP	72 013		86 416	230	13 086			oui	Pas d'impact		
	Guiers Vif	SOUT + SUP	3 198		3 198	8	307			oui	Pas d'impact		Gel des prélèvements sur le maximum 2003-2014

Unité de gestion	Sous-unité de gestion	Milieu	Volume historique prélevé maximum (2003-2014)	Volume de projets d'augmentation ou d'installation connus (post 2014)	Volume prélevable (m³)	Capacité de pompage dans la ressource superficielle (m³/h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m³/h)	Calendrier de pompage existant (m³/h)	Calendrier de pompage à mettre en œuvre	VP ≤ volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire	Impact du changement de procédure (mandataire vers OUGC)	Sensibilité du milieu vis-à-vis des prélèvements actuels et futurs	Préconisations de volumes prélevables et de gestion
												Sensibilité du milieu forte	Transfert d'une partie des prélèvements superficiels vers le souterrain envisageable
Haut Grésivaudan	Affluents Isère	SOUT + SUP	0		86 400	10	720 (Villard) 7200 (Merdaret)			oui	Pas d'impact	Sensibilité moyenne du ruisseau du Villard Sensibilité forte du Merdaret mais impact faible de nouveaux prélèvements sur le débit d'étiage	Proposition d'un VP sur la base d'une évaluation des débits Les prélèvements sont effectués à 100% sur la ressource superficielle. Evaluation au cas par cas en cas de transfert dans la ressource souterraine
	Bréda	SOUT + SUP	6 380		7 656	180	23 406			oui	Pas d'impact		Les prélèvements sont effectués à 100% sur la ressource superficielle. Evaluation au cas par cas en cas de transfert dans la ressource souterraine
Isère	Isère Haut Grésivaudan	SOUT + SUP	301 670	85 000	464 004	3 814	265 063			oui	Pas d'impact		Augmentation potentielle des prélèvements induit une baisse négligeable du débit d'étiage et permet donc le respect du DOE
	Isère Moyen	SOUT + SUP	65 120		78 144	337	212 422			oui	Pas d'impact		Augmentation potentielle des prélèvements induit une baisse négligeable du débit d'étiage et permet donc le respect du DOE
	Isère Sud Grésivaudan	SOUT + SUP	9 813 524	4 193 200 + substitution affluents	16 028 069	11 531	305 392			oui	Pas d'impact		Augmentation potentielle des prélèvements induit une baisse négligeable du débit d'étiage et permet donc le respect du DOE
Isère Aval Sud Grésivaudan	Armelle	SUP	10 090		21 111	215				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	
	Cumane	SUP	7 855		1 867	129	188			oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Vigilance nécessaire pour assurer le respect d'un débit minimum dans le cours d'eau : envisager un calendrier d'alternance de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Furand	SOUT + SUP	474 046		308 889	1 258	576		X 576 m³/h globalement 150 m³/h pour les préleveurs hors ASA	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier de pompage pour l'ensemble des préleveurs (ASA comprise). L'ASA aura un règlement propre sur ses 2 prélèvements (PGRE Sud Grésivaudan). Calendrier de pompage à 150 m³/h pour les autres préleveurs.
	Grande Rigole	SUP	10 290		10 790	82				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	
	Lèze	SUP	31 533		16 416	350	150		X 150 m³/h	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans



Unité de gestion	Sous-unité de gestion	Milieu	Volume historique prélevé maximum (2003-2014)	Volume de projets d'augmentation ou d'installation connus (post 2014)	Volume prélevable (m³)	Capacité de pompage dans la ressource superficielle (m³/h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m³/h)	Calendrier de pompage existant (m³/h)	Calendrier de pompage à mettre en œuvre	VP ≤ volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire	Impact du changement de procédure (mandataire vers OUGC)	Sensibilité du milieu vis-à-vis des prélèvements actuels et futurs	Préconisations de volumes prélevables et de gestion
	Merdaret Rive Droite	SUP	18 310		7 100	324	45	40	X 40 m³/h	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Tréry	SUP	24 612	15 000	55 556	70	97			oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	
	Vézy	SUP	27 838		12 222	117	61	80 Calendrier d'alternance de pompage	X 80 m³/h Calendrier d'alternance de pompage	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier d'alternance de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Drevenne	SUP	2124		833	55	28 Calendrier d'alternance de pompage	Calendrier d'alternance de pompage	X 28 m³/h Calendrier d'alternance de pompage	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier d'alternance de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Merdareil Rive Gauche	SUP	43 300		17 778	43	22 Calendrier d'alternance de pompage	Calendrier d'alternance de pompage	X 22 m³/h Alternance de pompage	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier d'alternance de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Nant	SUP	11 160		4 419	12	6 Calendrier d'alternance de pompage	Calendrier d'alternance de pompage	X 6 m³/h Alternance de pompage	oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	Calendrier d'alternance de pompage Gestion avec analyse du bilan volumétrique sur plusieurs années. VP moyen pourrait être dépassé certaines années à condition que le débit réservé du cours d'eau soit satisfait grâce aux calendriers de pompage et que le VP moyen soit respecté en moyenne sur 5 ans
	Versoud	SUP	2 380		2 856	5				oui	Pas d'impact	Etudiée dans le cadre de l'étude volumes prélevables	
	Terasses Rive Gauche	SOUT	384 083		460 900					oui	Pas d'impact		
	Terrasses Rive Droite	SOUT	1 238 893	60 000	1 558 672					oui	Pas d'impact		
	Bièvre	SOUT	107 560		129 072					oui	Pas d'impact		

Unité de gestion	Sous-unité de gestion	Milieu	Volume historique prélevé maximum (2003-2014)	Volume de projets d'augmentation ou d'installation connus (post 2014)	Volume prélevable (m³)	Capacité de pompage dans la ressource superficielle (m³/h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m³/h)	Calendrier de pompage existant (m³/h)	Calendrier de pompage à mettre en œuvre	VP ≤ volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire	Impact du changement de procédure (mandataire vers OUGC)	Sensibilité du milieu vis-à-vis des prélèvements actuels et futurs	Préconisations de volumes prélevables et de gestion
Isle Crémieu Pays des Couleurs	Bièvre	SUP	42 246		50 695	170	252	150	X 150 m³/h	oui	Pas d'impact		Calendrier de pompage
	Chogne	SUP	185 987		223 184	359	109	Calendrier d'alternance de pompage entre nappe d'accompagnement et cours d'eau	X Calendrier d'alternance de pompage entre nappe d'accompagnement et cours d'eau dans la limite de 109 m³/h	oui	Pas d'impact	Impact important des prélèvements existants sur le débit d'étiage, mais l'expertise a montré que le milieu était peu sensible (présence d'une zone humide, peu d'enjeu écologique)	Calendrier d'alternance de pompage entre la nappe d'accompagnement et le cours d'eau Pas de mode de gestion particulier sur les étangs Proposition d'un VP superficiel sur la Chogne
	Huert	SOUT + SUP	231 789		278 147	1 076	1 033	500	X 500 m³/h	oui	Pas d'impact		Calendrier de pompage
	Nappe Optevoz	SOUT + SUP	190 569		228 791					oui	Pas d'impact	Nappe en limite de surexploitation en période estivale selon données théoriques	Surveillance des niveaux de nappe
	Save Braille	SOUT + SUP	294 028	22 000	379 234	1 527	665	1 497	X 665 m³/h sur la sous-unité de gestion et 90 m³/h sur Valencet	oui	Pas d'impact	Sensibilité du Valencet Prélèvements superficiels existants ont un impact significatif (9%)	Calendrier de pompage Conserver le calendrier de pompage sur le Valencet Pour envisager de nouveaux prélèvements sur le Valencet, vérifier l'absence de l'écrevisse à pied blanc et privilégier le secteur en sortie de vallon boisé
	Terrasse Rhône Creys Porcieu	SOUT + SUP	380 044		456 053					oui	Pas d'impact		
	Terrasse Rhône Porcieu St-Romain	SOUT + SUP	1 435 310	30 000	1 758 372					oui	Pas d'impact		
Molasse	Molasse Bas Rhône	SOUT	1 160 195	850 000	2 412 234					oui	Pas d'impact		Surveillance des niveaux de nappe
	Molasse Sud Grésivaudan	SOUT	318 894	262 000	697 073					oui	Pas d'impact		Surveillance des niveaux de nappe
Moraines Est Lyonnais	Moraines Est Lyonnais	SOUT	539 360		539 560					oui	Pas d'impact	Préconisation du SAGE de l'Est Lyonnais de ne pas augmenter les prélèvements dans les moraines car celles-ci participent à l'alimentation des couloirs fluvio-glaciaires	Surveillance des niveaux de nappe
Paladru Fure	Fure	SOUT	71 770		86 124					oui	Pas d'impact	Nappes peu connues et de faible extension	Surveillance des niveaux de nappe



Unité de gestion	Sous-unité de gestion	Milieu	Volume historique prélevé maximum (2003-2014)	Volume de projets d'augmentation ou d'installation connus (post 2014)	Volume prélevable (m³)	Capacité de pompage dans la ressource superficielle (m³/h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m³/h)	Calendrier de pompage existant (m³/h)	Calendrier de pompage à mettre en œuvre	VP ≤ volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire	Impact du changement de procédure (mandataire vers OUGC)	Sensibilité du milieu vis-à-vis des prélèvements actuels et futurs	Préconisations de volumes prélevables et de gestion
	Fure	SUP	180 369		213 311	418	1 869			oui	Pas d'impact	Sensibilité forte sur un secteur de la Fure Réaumont peu sensible	Gel des 2 prélèvements sur le tronçon amont sensible  Globalisation avec le Réaumont acceptable
	Morge	SOUT	30 380		36 456					oui	Pas d'impact	Nappes peu connues et de faible extension	Surveillance des niveaux de nappe
	Morge	SUP	105 690		126 828	456	2 239	Calendrier d'alternance de pompage sur Erigny	X Calendrier d'alternance de pompage sur Erigny	oui	Pas d'impact		Calendrier de pompage : conserver le calendrier d'alternance de pompage sur l'Erigny
Rhône	Bas Rhône	SOUT + SUP	2 834 195	3 000 000	7 001 034	2 058	758 168			oui	Pas d'impact		
	Haut Rhône	SOUT + SUP	7 647 728	1 300 000	10 737 274	8 397	553 412			oui	Pas d'impact		
	Nappe du Rhône	SUP (nappe d'accompagnement)	3 851 647		3 851 647					oui	Pas d'impact	Impact notable des prélèvements agricoles sur la nappe d'accompagnement du Rhône mis en évidence dans l'étude volumes prélevables La diminution du volume prélevable contribue à limiter l'impact des prélèvements agricoles	Transfert des prélèvements agricoles effectués sur la nappe d'accompagnement du Rhône vers le canal de dérivation à envisager
Romanche	Romanche	SOUT + SUP	13 411		200 000	13	81 360			non	Négligeable : - Ressource superficielle : baisse du débit d'étiage inférieure à 0,1%	Ressource superficielle : - Romanche : milieu peu sensible pendant la saison d'irrigation - Vernon : milieu sensible - limiter les prélèvements supplémentaires Impact sur la ressource souterraine à échelle locale donc difficile à quantifier	Romanche représente une ressource importante donc VP proposé pour permettre de nouveaux prélèvements. Cependant, impact des nouveaux prélèvements superficiels à étudier au cas par cas. Surveillance des niveaux de nappe. Prélèvements actuels dans la ressource souterraine très faibles. Evaluation au cas par cas en cas de transfert ou d'ajout de nouveaux captages dans la ressource souterraine

- *Quelle est la procédure prévue d'intégration des données des documents approuvés pendant la durée de l'autorisation ?*
- *Une révision complète à mi-parcours des données de prélèvements autorisés est-elle prévue ?*

➔ Dans le cas de l'approbation de documents, le préfet s'autosaisira pour modifier l'AUP et les volumes autorisés en conséquence.  
Il n'est pas prévu de révision complète à mi-parcours des données de prélèvements autorisés.

*De nombreuses interrogations détaillées concernent les quantités prélevables pour certaines unités de gestion :*

- *La nappe BLV est en situation critique et seule la pluviométrie permet le rechargement. Beaucoup d'aménagements antérieurs empêchent le rechargement par infiltration.*

➔ Le volume demandé par l'OUGC pour les prélèvements agricoles ciblant la nappe de Bièvre Liers Valloire respecte le volume fixé dans le PGRE, qui découle des conclusions de l'EVP et de la concertation menée entre les différents usagers du bassin de Bièvre Liers Valloire.

- *Le SAGE Bourbre souligne « la nécessité de mettre en place des suivis par l'OUGC pour mieux comprendre les impacts sur la nappe » en particulier sur le secteur Catelan.*

➔ Un suivi de la nappe est en effet préconisé sur ces sous-unités de gestion. Cependant, il est à noter que le suivi des niveaux de nappe ne fait pas partie des missions de l'OUGC. Un réseau de suivi de niveaux de nappe sur certains forages agricoles a été mis en place par le Conseil Général de l'Isère et la DDT (cf. section 7.2.1.4., figure 257). Les données collectées sur ces ouvrages sont gérées par la Chambre d'Agriculture de l'Isère. Dans ce cadre, sur la sous-unité de gestion Bourbre Aval, le niveau de la nappe est suivi au niveau d'un ouvrage situé à l'aval de la sous-unité. Sur la sous-unité de gestion du Catelan, le niveau de la nappe est suivi dans le cadre du réseau national de suivi ADES sur un piézomètre situé en aval de la sous-unité (piézomètre de Saint Savin, code BSS 07237X0113/F). Dans la limite de ses possibilités, l'OUGC contribuera au suivi des niveaux de nappe sur ces sous-unités pendant la durée de l'autorisation.

- *La CLE Est-Lyonnais a émis des remarques par rapport au dossier OUGC38, qui devront être prises en compte :*

- *Une marge de 20% de prélèvement supplémentaire est impossible, alors que le bassin est en déficit quantitatif. Cela a été admis dans le mémoire en réponse.*

- *Accord sur les mesures proposées de pilotage et d'économie d'eau*

- *Le volume de 75400 m3 indiqué dans le dossier est une erreur à corriger.*

➔ Comme indiqué en section 3.13.1. (page 648) du dossier, la marge de 20% par rapport au volume historique maximal prélevé de 2010 n'a pas été ajoutée pour le volume prélevable de l'OUGC sur l'unité de gestion des Moraines Est Lyonnais. Sur cette unité de gestion, le volume prélevable pour l'agriculture est la somme du volume historique maximum prélevé sur la période 2003 – 2014 (année 2010 soit 479 360 m3) et des projets de nouveaux prélèvements en 2016 (total de 60 200 m3). La marge de 20% entre l'allocation et les volumes maximums prélevés sur les moraines avait en effet été retirée du volume prélevable suite à une remarque de la DDT38 lors de la mise en place du dossier.

➔ Des mesures de pilotage de l'irrigation et d'économie d'eau sont actuellement en cours sur l'unité de gestion Moraines Est Lyonnais. Ces mesures seront poursuivies durant la durée de l'autorisation. Ces mesures sont mutualisées entre la Chambre d'Agriculture de l'Isère et la

Chambre d'Agriculture du Rhône. La CA du Rhône est en charge de la poursuite de ces mesures sur le territoire de l'unité de gestion Moraines Est Lyonnais.

- Dans le dossier, un volume de 75 400 m<sup>3</sup> a bien été pris en compte pour l'AEP sur l'unité de gestion Moraines Est Lyonnais pour l'année 2008 (cf. Atlas Cartographique en Annexe 1, section 2.18.3.3. Alimentation en eau potable, section 2.18.3.4. et figure 241 en section 3.13.1).

La base de données de l'AERMC utilisée pour l'établissement de l'état des lieux, fait uniquement mention d'un volume prélevé pour l'AEP en 2008. Pour l'AEP, aucun volume ne figure dans la base de données de l'AERMC pour les années 2009 à 2013 sur l'unité de gestion Moraines Est Lyonnais.

En revanche, pour le même point de prélèvement, des volumes mesurés par compteur volumétrique sont répertoriés dans la base de données du SAGE Est Lyonnais pour les années 2009 et 2010. Ces volumes, en comparaison avec ceux de la base de données AERMC et avec les prélèvements agricoles, sont présentés dans le tableau suivant :

Année	Volume prélevé sur l'unité de gestion Moraines Est Lyonnais (m <sup>3</sup> )		
	Irrigation	AEP (source BDD AERMC)	AEP (source BDD SAGE Est Lyonnais)
2003	408 971	0	ND
2004	373 143	0	ND
2005	408 863	0	ND
2006	422 860	0	ND
2007	171 400	0	Point inexistant
2008	180 180	75400	75 400
2009	468 413	0	85 900
2010	479 360	0	91 600
2011	394 310	0	ND
2012	362 390	0	ND
2013	332 560	Point inexistant	ND
2014	224 440	Point inexistant	ND
<b>Total</b>	<b>4 226 890</b>	<b>75 400</b>	<b>252 900</b>

ND = Données non disponibles

- Remarques de l'association Lo Parvi (5.4, 5.5, 5.6, 5.13)
- Remarques de l'association CECV (6.3, 6.4, 6.8)
- Remarques de l'association Le Pic Vert (8.3, 8.4, 8.8)
- Remarques de la FRAPNA (9.12)
- Réponse de la CLE Drac-Romanche (11.1, 11.2, 11.3, 11.4, 11.6, 11.7, 11.8, 11.9, 11.12, 11.13, 11.14)
- Contribution de la communauté de communes des balcons du Dauphiné (12.1, 12.2, 12.3, 12.8, 12.10, 12.11, 12.12, 12.15, 12.16, 12.17, 12.18, 12.21, 12.28, 12.29, 12.30, 12.38, 12.39, 12.40)

#### Lo Parvi 5.4

L'étude d'impact est basée sur le niveau de connaissance actuel. Des études complémentaires permettraient utilement de préciser la connaissance sur certains secteurs, et d'avoir une approche détaillée et précise pour

chacun des cours d'eau. Les volumes prélevables pourront être modifiés sur la base des nouveaux éléments qui pourraient être apportés.

#### **Lo Parvi 5.5**

La sensibilité des cours d'eau, et notamment les assecs constatés, seront pris en compte dans la gestion des prélèvements par l'OUGC.

#### **Lo Parvi 5.6**

Dans le cas des cours d'eau pour lesquels peu de données sont disponibles, le volume prélevable a été défini sur la base des prélèvements historiques et de la sensibilité a priori du cours d'eau par rapport à ces prélèvements.

Concernant le débit de prélèvement autorisé, les évaluations même sommaires de débits d'étiage des cours d'eau ont été utilisées pour identifier le besoin de limiter le débit de prélèvement, pour assurer une prise en compte des besoins du milieu même en l'absence de données précises et fiables.

En l'absence de cours d'eau, un préleveur reste limité par sa capacité de pompage et par son autorisation de volume prélevable.

Des études et mesures complémentaires pourraient permettre d'affiner les volumes et débits prélevables.

#### **Lo Parvi 5.13**

Les prélèvements des secteurs Haut-Rhône Dauphinois et Bourbre ont fait l'objet d'une étude d'incidence globale dans le cadre de la procédure mandataire. Toutefois, la sensibilité de certains milieux, notamment classés Natura 2000 peut, malgré la surveillance effectuée pendant les périodes d'étiage par les services de police de l'eau et les différents services des territoires concernés, poser quelques interrogations et réserves. Ainsi, il sera opportun que les services de l'État vérifient la validité des notices d'incidence Natura 2000 de chaque pétitionnaire concerné ou la demande le cas échéant afin de régulariser ces prélèvements sous tous les aspects.

#### **Le Pic Vert 8.3 & CEVC 6.3**

Un suivi de la nappe est en effet préconisé sur ces sous-unités de gestion, à mettre en place puisqu'il n'existe pas à l'heure actuelle. Cependant, il est à noter que le suivi des niveaux de nappe ne fait pas partie des missions de l'OUGC. Un réseau de suivi de niveaux de nappe sur certains forages agricoles a été mis en place par le Conseil Général de l'Isère et la DDT (cf. section 7.2.1.4., figure 257). Les données collectées sur ces ouvrages sont gérées par la Chambre d'Agriculture de l'Isère. Dans la limite de ses possibilités, l'OUGC contribuera au suivi des niveaux de nappe sur ces sous-unités pendant la durée de l'autorisation.

Concernant les volumes demandés par l'OUGC sur ces sous-unités, il est à noter qu'aucun conflit d'usage n'a été constaté jusqu'à présent sur ces secteurs. Une surveillance des nappes contribuerait sur ces secteurs à l'amélioration de la connaissance des nappes, et à une meilleure compréhension des incidences des prélèvements sur la nappe.

#### **Le Pic Vert 8.4 & CEVC 6.4**

La compétence d'autorisation des prélèvements pour l'industrie et l'alimentation en eau potable ne relève pas de l'OUGC mais bien de leurs autorités administratives respectives. En créant les Organismes Uniques, le législateur a souhaité favoriser la gestion collective et globale de l'usage agricole, ce qui n'est pas prévu pour les autres usages qui conservent des autorisations indépendantes les uns des autres.

Néanmoins, lors des études d'incidences réalisés dans le cadre de la procédure mandataire, les autres usages avaient été étudiés en termes de cumul d'impact pour vérifier la compatibilité avec l'usage agricole et sont, dans le rapport d'étude d'impact, précisé dans l'état des lieux et figurent dans les graphiques d'incidence.

#### **Le Pic Vert 8.8 & CEVC 6.8**

Les diminutions de prélèvements prévus dans les Plans de Gestion de la Ressource en Eau consécutifs aux EVP seront opérés dans le cadre des plans de répartition OUGC. Sur les autres secteurs, l'expertise de l'étude d'impact a permis de définir un volume maximum de prélèvements acceptable pour le milieu qui sera respecté.

Une incitation financière existe également pour limiter les volumes de prélèvements puisque le coût des autorisations OUGC facturé aux irrigants est lié au volume attribué chaque saison. En outre, la clé de répartition

(spécifiée dans le règlement intérieur et validé en comité d'orientation) permet de plafonner les volumes également. Ainsi, un préleveur ne pourra se voir attribué qu'un volume raisonnable au regard de son activité.

Quant aux prélèvements qui s'installent temporairement dans un plan d'eau ou cours d'eau, ils doivent nécessairement passer par la procédure OUGC et ne peuvent échapper aux attributions de volumes. Une surveillance est opérée durant la saison d'irrigation par les services de l'État et les prélèvements non autorisés sont sanctionnés au titre de la police de l'eau.

#### **FRAPNA 9.12**

Comme précisé p.452, en l'absence d'études volumes prélevables, le volume prélevable agricole est déterminé par défaut comme étant le volume annuel maximum prélevé entre 2003 et 2014 additionné des nouveaux projets de prélèvements ; il est augmenté d'une marge de 20% permettant d'anticiper une augmentation potentielle des prélèvements au cours des 10 prochaines années. Dans le cas de l'unité de gestion Drac Amont, comme démontré dans le tableau de synthèse ci-dessus, il n'y a pas de projets de prélèvements à prendre en compte.

#### **CLE Drac Manche 11.1**

Des réponses sont apportées à l'ensemble des observations techniques de l'annexe 1 de l'avis de la CLE Drac Manche.

#### **CLE Drac Manche 11.2**

La CLE sera informée des nouveaux prélèvements ou modifications sur son périmètre dans le cadre du CODOR mais aussi, plus informellement et en amont, dans le cadre de l'instruction des dossiers avant élaboration du plan de répartition.

#### **CLE Drac Manche 11.3**

Toute amélioration de la connaissance pendant la durée de l'AUP pourra être prise en compte pour modifier les volumes autorisés si cela s'avère nécessaire.

#### **CLE Drac Manche 11.4**

La CLE pourra consulter le rapport bilan de saison remis au préfet chaque année.

#### **CLE Drac Manche 11.6**

Dans le cadre de la demande d'augmentation du volume prélevable sur le sous bassin du Drac aval, une vigilance particulière sera apportée sur tous les nouveaux forages dans le cadre de l'instruction conjointe avec les services de l'État afin d'éviter tout risque de pollution de la nappe et de vérifier la compatibilité avec les forages existants alentours.

#### **CLE Drac Manche 11.7**

Les données sur les usages autres qu'agricoles sont issues de la base de données de l'AERMC, issue des redevances payées pour prélèvement d'eau. Pour les prélèvements pour les autres usages, les usages précis se sont pas toujours définis mais peuvent correspondre à des usages variés par exemple : production de neige artificielle, activités thermales, arrosage de golfs, piscines, fontaines publiques, abreuvement. Sur l'unité de gestion, les contribuables sont des communes. La base de données d'AERMC ne donne pas de précisions sur les usages liés aux prélèvements réalisés sur la commune de Lavalens.

#### **CLE Drac Manche 11.8**

Une erreur est présente dans l'intitulé des colonnes des tableaux de synthèse des prélèvements. Il n'y a effectivement pas de prélèvement dans les nappes d'accompagnement sur la sous-unité de gestion de l'Ebron. Les tableaux corrigés sont présentés ci-dessous. Les sources des volumes de prélèvements sont la base de données de l'AERMC pour tous les prélèvements autres que l'irrigation, et la base de données CA38/DDT38 pour les prélèvements agricoles.

**Volume prélevé par sous-unité de gestion dans les cours d'eau (m<sup>3</sup>)**

Année	Bonne	Drac	Ebron	Total (arrondi au millier)
<b>2008</b>	300 115	70 286 342	50 450	70 637 000
<b>2009</b>	388 849	66 627 600	106 070	67 123 000
<b>2010</b>	339 448	56 969 353	70 872	57 380 000
<b>2011</b>	308 347	60 970 653	76 377	61 355 000
<b>2012</b>	8 291	58 307 075	54 842	58 370 000
<b>2013</b>	1 434	56 213 855	64 823	56 280 000
<b>Moyenne annuelle (arrondi au millier)</b>	<b>224 000</b>	<b>61 562 000</b>	<b>71 000</b>	<b>61 857 000</b>

**Tableau 125 : Volumes annuels prélevés dans les cours d'eau par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013**

**Volume prélevé par sous-unité de gestion dans les nappes d'accompagnement (m<sup>3</sup>)**

Année	Bonne	Drac	Ebron	Total (arrondi au millier)
<b>2008</b>	-	50 087 300	-	50 087 000
<b>2009</b>	-	47 832 400	-	47 832 000
<b>2010</b>	-	57 719 200	-	57 719 000
<b>2011</b>	-	55 358 900	-	55 359 000
<b>2012</b>	-	56 170 309	-	56 170 000
<b>2013</b>	-	54 369 385	-	54 369 000
<b>Moyenne annuelle (arrondi au millier)</b>	-	<b>53 590 000</b>	-	<b>53 590 000</b>

**Tableau 126 : Volumes annuels prélevés dans les nappes d'accompagnement par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013**

**Volume prélevé par sous-unité de gestion dans les sources (m<sup>3</sup>)**

Année	Bonne	Drac	Ebron	Total (arrondi au millier)
<b>2008</b>	2 535 000	3 216 800	1 467 900	7 220 000
<b>2009</b>	2 899 200	3 383 900	1 530 700	7 814 000
<b>2010</b>	2 864 100	3 227 800	1 517 300	7 609 000
<b>2011</b>	2 619 600	3 306 600	1 519 500	7 446 000

<b>2012</b>	2 898 435	4 022 120	1 101 151	8 022 000
<b>2013</b>	2 780 696	3 728 056	1 256 594	7 765 000
<b>Moyenne annuelle (arrondi au millier)</b>	<b>2 766 000</b>	<b>3 481 000</b>	<b>1 399 000</b>	<b>7 646 000</b>

**Tableau 127 : Volumes annuels prélevés dans les sources par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013**

<b>Volume prélevé par sous-unité de gestion dans la ressource superficielle (m<sup>3</sup>)</b>				
<b>Année</b>	<b>Bonne</b>	<b>Drac</b>	<b>Ebron</b>	<b>Total (arrondi au millier)</b>
<b>2008</b>	2 835 115	123 590 442	1 518 350	127 944 000
<b>2009</b>	3 288 049	117 843 900	1 636 770	122 769 000
<b>2010</b>	3 203 548	117 916 353	1 588 172	122 708 000
<b>2011</b>	2 927 947	119 636 153	1 595 877	124 160 000
<b>2012</b>	2 906 726	118 499 504	1 155 993	122 562 000
<b>2013</b>	2 782 130	114 311 296	1 321 417	118 415 000
<b>Moyenne annuelle (arrondi au millier)</b>	<b>2 991 000</b>	<b>118 633 000</b>	<b>1 469 000</b>	<b>123 093 000</b>

**Tableau 128 : Volumes annuels prélevés dans les eaux superficielles par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013**

#### **CLE Drac Romanche 11.9**

L'étude d'impact a effectivement identifié que la sous-unité de gestion de l'Ebron présentait une vulnérabilité particulière et qu'elle était à surveiller pendant la saison d'irrigation, sur la base des informations disponibles. La gestion volumétrique, avec le respect sur la saison d'irrigation d'un volume prélevable, permettra d'éviter tout impact sur la ressource en eau. Le volume prélevable représente même une diminution par rapport au volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire. Les études prévues dans le SAGE pourront permettre d'améliorer la connaissance et d'affiner le partage de la ressource.

#### **CLE Drac Romanche 11.12**

L'étude d'impact a effectivement identifié que plusieurs sous bassins présentaient une vulnérabilité particulière et étaient à surveiller pendant la saison d'irrigation, sur la base des informations disponibles. La gestion volumétrique, avec le respect sur la saison d'irrigation d'un volume prélevable, permettra d'éviter tout impact sur la ressource en eau. Le volume prélevable représente même une diminution par rapport au volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire. Les études prévues dans le SAGE pourront permettre d'améliorer la connaissance et d'affiner le partage de la ressource.

#### **CLE Drac Romanche 11.13**

Les données sur les usages autres qu'agricoles sont issues de la base de données de l'AERMC, issue des redevances payées pour prélèvement d'eau. La redevance est payée pour tout prélèvement pour lequel le

volume annuel prélevé excède 10 000 m<sup>3</sup> (ou 7 000 m<sup>3</sup> en zone de répartition des eaux). Les prélèvements sur la Gresse ne sont pas inclus dans la base de données de l'AERMC, et n'apparaissent donc pas.

#### **CLE Drac Romanche 11.14**

Les prélèvements effectués par le SIVOM apparaissent sur la carte 25 de l'Atlas Cartographique, à l'Est de l'Unité de gestion, le long du Ruisseau de la Pisse, avec une moyenne annuelle de prélèvement entre 2008 et 2013 située entre 200 000 m<sup>3</sup> et 1 000 000 de m<sup>3</sup>. Le prélèvement pour l'irrigation n'apparaît pas sur la carte car il n'y a pas eu de prélèvements sur cet ouvrage entre 2008 et 2013. Un volume est répertorié en 2014 uniquement pour ce prélèvement agricole. Ce prélèvement se situe à un peu moins de 4 km au Nord de la commune de Vizille.

Les points de prélèvements présentés pour les usages autres que l'agriculture sont issus de la base de données de l'AERMC. Le prélèvement superficiel sur la commune de la Morte n'est pas inclus dans la base de données, et n'apparaît donc pas.

#### **Balcons du Dauphiné 12.1**

L'état de connaissance de certains secteurs est moins bon que d'autres, il s'agit donc de prendre en considération la situation sur le terrain qui ne fait pas état de pénurie ou de conflits particuliers, ce qui permet de définir un volume prélevable a priori acceptable pour les milieux et les usagers. Toutefois, toute amélioration de la connaissance sera prise en compte pour une reconsidération des volumes prélevables si nécessaire.

#### **Balcons du Dauphiné 12.2**

L'état de connaissance de certains sous-secteurs est moins bon que d'autres, il s'agit donc de prendre en considération la situation sur le terrain qui ne fait pas état de pénurie ou de conflits particuliers, ce qui permet de définir un volume prélevable a priori acceptable pour les milieux et les usagers. Toutefois, toute amélioration de la connaissance sera prise en compte pour une reconsidération des volumes prélevables si nécessaire.

La gestion OUGC avec attribution de volume prélevable permet de limiter les prélèvements et de gérer la situation d'été dite « normale ». En cas de passage en dessous de certains seuils critiques, l'arrêté cadre sécheresse prend le relais avec l'application d'arrêtés sécheresse qui se substituent à l'autorisation OUGC. En outre, l'autorisation OUGC ne déroge au respect du débit réservé qui reste de la responsabilité de chaque préleveurs (respect du débit réservé spécifié dans l'arrêté d'autorisation que reçoit chaque préleveur). La police de l'eau sanctionne les situations de non-respect du débit réservé et a fortiori d'assèchement de cours d'eau.

#### **Balcons du Dauphiné 12.3**

Les prélèvements autorisés sur cours d'eau sensibles font l'objet d'une surveillance particulière et de calendriers de pompages afin de limiter le prélèvement instantané sur les cours d'eau et lisser les pompages dans le temps et dans l'espace afin d'opérer un prélèvement constant et acceptable pour le milieu.

#### **Balcons du Dauphiné 12.8**

Les études volumes prélevables sont réalisés dans le cadre de la cartographie de sensibilité quantitative (objectif 7) du SDAGE. Le SDAGE 2016-2021 n'a pas défini de zones sensibles supplémentaires. D'autres études volumes prélevables ne sont pas prévues.

#### **Balcons du Dauphiné 12.10**

Le recensement agricole est une enquête décennale. Les derniers résultats disponibles sont donc ceux de 2010. A travers la procédure mandataire, la Chambre d'Agriculture dispose chaque année des chiffres pour les surfaces irriguées sur le département. Les données 2016 sont présentées p.56.

#### **Balcons du Dauphiné 12.11**

Un rabattement de 1 m est observé sur la nappe de la Bourbre durant la période d'irrigation, qui correspond également à la période d'étiage. Il est à noter que ceci ne témoigne pas forcément d'une surexploitation de la



nappe. De plus, les hautes eaux annuelles permettent de rééquilibrer le bilan sans provoquer de déficit chronique interannuel. Néanmoins, ce phénomène peut en effet induire des impacts sur les milieux aquatiques et humides en période estivale. La surveillance reste de mise.

#### **Balcons du Dauphiné 12.12**

Le volume autorisé de prélèvement en 2015 est défini plus précisément p. 452 : il correspond au volume théorique autorisé actuellement par le biais de la procédure mandataire. La durée de 6 mois est considérée car elle correspond à la durée d'autorisation actuelle de prélèvement dans le cadre de la procédure mandataire. Il s'agit bien d'un volume théorique.

#### **Balcons du Dauphiné 12.15**

Les volumes prélevés pour les usages autres que l'agriculture sont effectivement rapportés à la période estivale dans la partie d'analyse des incidences : cela correspond au « volume estival moyen tous usages hors agriculture » défini p.452.

#### **Balcons du Dauphiné 12.16**

2 points sont situés sur la commune d'Optevoz (n° lieu de prélèvement 1740, n° UP 380201994, n° PP 43373 et n° lieu de prélèvement 1755, n° UP 380201995, n° PP 43374) et l'autre point est situé sur la commune d'Arandon (n° lieu de prélèvement 3172, n° UP 380201990, n° PP 43357). Les 2 premiers sont des régularisations de forages existants utilisés jusqu'à présent avec des pompes déjà autorisées sur d'autres forages. Ils figurent dans la base de données présentée en Annexe 4 du dossier. Tous ces points ont été autorisés dans le cadre de l'étude d'incidence de la procédure mandataire. Le volume attribué aux 2 points situés sur la commune d'Optevoz dans le plan de répartition (présenté en Annexe 9 du dossier) se base donc sur les volumes consommés durant l'année 2015, la surface irriguée déclarée en 2015, la surface irriguée déclarée par l'irriguant, le volume demandé par l'irrigant et le volume prélevable de la sous-unité de gestion (selon la clé de répartition présentée en Annexe 9 du dossier). Toutefois, les volumes globaux n'ont pas augmenté puisqu'il s'agit simplement de réaffectation des pompes sur ces forages.

Le troisième est un nouveau qui n'a finalement jamais prélevé. Ce point situé sur la commune d'Arandon est ajourné. Il reste présent dans l'OUGC mais n'a pas réalisé de demande de volume en 2017.

L'administration pourra vérifier la régularité de ces prélèvements au titre des notices d'incidence Natura 2000 et demander le cas échéant la régularisation à chaque pétitionnaire.

#### **Balcons du Dauphiné 12.17**

Les volumes autorisés par la procédure mandataire sont théoriques, puisque c'est un débit qui est autorisé et non un volume.

Les prélèvements pourraient être augmentés dans la limite des volumes prélevables qui ont été définis sur la base des volumes réellement prélevés et non des volumes autorisés, en prenant en compte les besoins du milieu naturel.

#### **Balcons du Dauphiné 12.18**

Cela ne signifie pas qu'il y a déjà (état de connaissances en 2015) une surexploitation des ressources sur l'unité de gestion Isle Crémieu Pays des Couleurs. En effet, cette analyse se base sur les débits de pompage autorisés précédemment par la procédure mandataire, en comparaison au débit d'apport de renouvellement de la nappe. Cette analyse est la même que la comparaison entre le volume théorique d'apport de renouvellement de la nappe et le volume autorisé théorique sur 6 mois (issu de la procédure mandataire). Sur cette unité de gestion les volumes réellement consommés (volumes historiques) sont bien inférieurs au volume d'apport de renouvellement de la nappe.

### **Balcons du Dauphiné 12.21**

Il est indiqué qu'aucun débit objectif d'étiage ou débit de crise n'est défini sur l'unité de gestion. Les débits objectifs d'étiage ne sont arrêtés qu'à des points nodaux (points clés de gestion), dans les SDAGE, SAGE et documents équivalents (source : Glossaire eaufrance).

### **Balcons du Dauphiné 12.28**

L'apport de renouvellement de la nappe calculé sur 6 mois considéré ici est minimisé car il considère pour la plupart des sous-unités de gestion un débit d'apport à l'étiage (et donc minimum) durant les 6 mois. Néanmoins, si l'on considère ce même débit d'apport de renouvellement de la nappe sur une période de 4 mois (soit 1/3 du volume d'apport annuel), il est en général supérieur au volume prélevé pour l'ensemble des usages sur les 6 mois estivaux (somme du volume prélevable pour l'agriculture défini par l'OUGC et du volume estival moyen prélevé pour les usages autres que l'agriculture). Ce alors que l'on compare un apport de la nappe sur les 4 mois estivaux à un volume de prélèvement sur les 6 mois estivaux, ce qui est sécuritaire. Seules les sous-unités de gestion Nappe d'Optevoz et Nappe du Rhône présentent un volume d'apport de renouvellement de la nappe sur 4 mois (soit 1/3 du volume d'apport annuel) inférieur au volume prélevé pour l'ensemble des usages sur les 6 mois estivaux.

Pour la nappe d'Optevoz, le volume calculé d'apport de renouvellement de la nappe est probablement minimisé, ne prenant pas en compte les apports latéraux potentiels à la nappe provenant directement des calcaires ou du ruissellement sur les calcaires situés en amont hydraulique de la nappe d'Optevoz. De plus, si l'on considère le volume prélevé pour l'ensemble des usages sur les 4 mois de la période d'irrigation (soit 686 000 m<sup>3</sup>), celui-ci est inférieur au volume d'apport de renouvellement de la nappe sur une période de 4 mois.

### **Balcons du Dauphiné 12.29**

Toute amélioration de la connaissance pendant la durée de l'AUP pourra être prise en compte pour modifier les volumes autorisés si cela s'avère nécessaire.

### **Balcons du Dauphiné 12.30**

La partie analyse des incidences se concentre bien sur la période estivale d'irrigation.

### **Balcons du Dauphiné 12.38**

La zone humide évoquée est celle présente entre le pont de Chavanne et le lieu-dit Mollard Montagnat.

Des réflexions pourront être menées pour réaliser des substitutions de prélèvements pour une ressource plus abondante, comme le Rhône.

### **Balcons du Dauphiné 12.39**

Des réflexions pourront être menées pour réaliser des substitutions de prélèvements pour une ressource plus abondante, comme le Rhône.

Pour préserver la ressource, un calendrier d'alternance des pompages réalisés dans le cours d'eau et dans la nappe d'accompagnement est mis en place.

### **Balcons du Dauphiné 12.40**

Il existe en effet quelques études liées à la présence du captage de Pré Bonnet sur cette sous-unité de gestion, les plus récentes datant de 2011/2012. Celles-ci restent néanmoins plus succinctes que les études qui ont pu être menées sur les unités de gestion disposant par exemple d'une EVP ou d'un SAGE. Un débit de nappe légèrement supérieur au débit de renouvellement de la nappe calculé pour le dossier a pu être calculé en utilisant une

méthode de calcul différente (calcul d'un débit de nappe théorique par la méthode de Darcy), ce qui conforte le calcul effectué pour le dossier.

De plus, la comparaison du volume d'apport de renouvellement de la nappe en période d'irrigation et des volumes consommés durant la période d'irrigation témoigne d'un équilibre entre les prélèvements et le renouvellement de la ressource (cf. réponse aux commentaires 12.28 des Balcons du Dauphiné). Des réunions de concertation entre les différents usagers de cette sous-unité (irrigation et AEP) ont également eu lieu entre 2006 et 2010 et n'ont constaté aucun conflit entre les usagers, ce qui appuie les résultats de cette analyse théorique.

Un suivi de la nappe est préconisé sur cette sous-unité de gestion. Cependant, il est à noter que le suivi des niveaux de nappe ne fait pas partie des missions de l'OUGC. Un réseau de suivi de niveaux de nappe sur certains forages agricoles a été mis en place par le Conseil Général de l'Isère et la DDT (cf. section 7.2.1.4., figure 257). Les données collectées sur ces ouvrages sont gérées par la Chambre d'Agriculture de l'Isère. Dans la limite de ses possibilités, l'OUGC contribuera au suivi des niveaux de nappe sur ces sous-unités pendant la durée de l'autorisation.

## 4. Des critiques sur la faiblesse des inventaires faune flore, en particulier dans les secteurs sensibles : zones humides, Natura 2000

*En l'absence d'avis exprimé de l'Autorité environnementale, la commission se réfère à la note de cadrage produite par la DDT de l'Isère en septembre 2014, (et notamment les paragraphes 2.2.4 « Description des milieux inféodés à l'eau », 2.3.7 « évaluation des incidences au titre de Natura 2000 » et 2.7 Point 7 « éviter, réduire, compenser ») ainsi qu'à la contribution de la DREAL en date du 10 septembre 2014, laquelle stipule notamment : « si une approche sur tout le département ne permet raisonnablement pas d'être exhaustif sur toutes les thématiques, il conviendra que les aspects « eau et milieu aquatiques » soient bien développés ».*

*Il est demandé au maître d'ouvrage de justifier si et comment les indications portées dans ces deux documents de cadrage ont bien été respectées, à la lueur des interrogations ci-dessus exprimées ainsi qu'à celles, plus ponctuelles figurant dans les observations suivantes :*

- Lo Parvi 5.7, 5.8, 5.9, 5.10, 5.13
- CEVC : 6.2, 6.4, 6.6
- Le Pic Vert : 8.2, 8.6
- La FRAPNA : 9.13, 9.14
- La communauté de communes des Balcons du Dauphiné : 12.9, 12.14, 12.34, 12.41

➔ L'annexe 4 inclut les fiches des zones Natura 2000.

L'administration pourra vérifier la régularité des prélèvements au titre des notices d'incidence Natura 2000 et demander le cas échéant la régularisation à chaque pétitionnaire.

*Il est également demandé de fournir une cartographie précise et complète par unité de gestion indiquant les différentes protections (ENS, ZNIEFF, Natura 2000) et les captages existant dans celles-ci ainsi qu'une justification de l'existence même de ces captages.*

➔ L'annexe 3 présente une cartographie par unité de gestion des prélèvements agricoles et des zones Natura 2000, ZNIEFF et ENS.

## 5. Des incertitudes quant à l'effectivité du respect du débit réservé et donc des inquiétudes relatives aux impacts du projet sur le bon état écologique des cours d'eau

- *Quelle est la justification du choix du QMNA5 ? Comment peut-on le comparer au débit réservé (« module ») ?*
- *Quel sera le critère de référence utilisé en cas de crise ? Quelle sera l'automatisme des mesures de restriction dans ce cas ?*
- *Le règlement intérieur de l'OUGC permettra-t-il aux irrigants d'adapter rapidement leur pratique dans une telle situation ?*
- *En quoi cette nouvelle procédure permet-elle une amélioration significative de la qualité écologique des cours d'eau concernés ?*

➔ Le QMNA5 est utilisé car il est généralement considéré par les hydrologues que le QMNA5 est une valeur représentative de la période d'irrigation et donc d'un étiage, mais qui n'est pas excessivement sévère et ne correspond pas à un cas de sécheresse. L'AUP est prévue pour la période « normale » d'irrigation en dehors des périodes de sécheresse qui sont gérées par les arrêtés préfectoraux.

Le référentiel pour le cas de crise (sécheresse) est la valeur du VCN. L'arrêté-cadre sécheresse, présenté en annexe, fixe le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse.

Les mesures de restriction ne sont pas automatiques. Comme décrit dans l'arrêté-cadre sécheresse, le comité départemental de l'eau est en charge d'apprécier la situation de la ressource en eau sur le département et de proposer à l'autorité préfectorale toute mesure adaptée à son évolution en situation de sécheresse.

L'OUGC prévoit d'adapter les calendriers de pompage en fonction des restrictions, avec par exemple des plages horaires restreintes. Il ne prévoit cependant pas d'adaptation des volumes prélevables. Le volume attribué pourra donc être prélevé ou pas (selon la période d'application de l'arrêté sécheresse) mais dans le respect des calendriers de restrictions qui sont des calendriers de diminution de prélèvements instantanés.

LA nouvelle procédure permet une amélioration de la qualité écologique des cours d'eau puisqu'elle améliore la gestion de la ressource à travers un mode de gestion mixte, volumétrique et débitmétrique, qui permet à la fois de limiter les volumes agricoles prélevés sur la saison d'irrigation et de préserver à tout instant le débit vital du cours d'eau en limitant le débit de prélèvement en instantané.

- *Le SAGE BLV souligne que aucune augmentation n'est possible car il n'y a pas d'inertie pour les cours d'eau. Le volume moyen 2003-2009 doit être le volume maximum. Un lissage sur 5 ans (comme prévu par l'étude d'impact) n'a pas de sens, car il faut préserver le débit réservé.*

➔ Lissage sur 5 ans : Après avis de la CLE sur le sujet, les volumes prélevables moyens définis sur les cours d'eau de Bièvre Liers Valloire seront appliqués tels quels par l'OUGC sans lissage.

L'OUGC prévoit dans tous les cas le respect du débit réservé avec si besoin la limitation du débit de prélèvement en instantané.

- *Remarques de l'association Lo Parvi (5.5, 5.11)*
- *Remarques de l'association CECV (6.1)*
- *Remarques de l'association Le Pic Vert (8.1)*
- *Remarques de la FRAPNA (9.4, 9.5, 9.8, 9.9, 9.20)*
- *Réponse de la CLE Drac-Romanche (11.2, 11.9, 11.10, 11.11, 11.12)*
- *Contribution de la communauté de communes des balcons du Dauphiné (12.2, 12.3, 12.5, 12.8, 12.10, 12.13, 12.15, 12.16, 12.17, 12.19, 12.20, 12.21, 12.23, 12.24, 12.25, 12.26, 12.27, 12.29, 12.30, 12.31, 12.32, 12.33, 12.35, 12.36, 12.37, 12.38, 12.39, 12.40, 12.42, 12.43, 12.44).*

**La commission d'enquête demande qu'une réponse détaillée soit apportée à chacune de ces interrogations.**

#### **Lo Parvi 5.5**

La sensibilité des cours d'eau, et notamment les assècs constatés, seront pris en compte dans la gestion des prélèvements par l'OUGC.

#### **Lo Parvi 5.11**

L'impact qualitatif des prélèvements agricoles lié à l'impact sur le débit d'étiage a effectivement été considéré dans le cadre de l'étude d'impact.

#### **CEVC 6.1 & Le Pic Vert 8.1**

Pour toutes les unités d'étude, les débits des cours d'eau ont été pris en compte (sur la base des données disponibles) pour identifier le besoin de limitation du débit de prélèvement (paragraphe « limitation du débit de prélèvement ») et de calendriers de pompage. Le tableau de synthèse au paragraphe 3.20 rappelle les valeurs de débit prélevable pour l'agriculture (basé sur le débit d'étiage des cours d'eau) et la capacité de pompage des préleveurs dans la ressource superficielle, et identifie les sous-unités de gestion pour lesquelles des calendriers de pompage sont à mettre en œuvre. Cela permettra de préserver le débit réservé des cours d'eau. En cas de sécheresse, les arrêtés sécheresse permettront en complément de préserver la ressource et le milieu avec des mesures de restriction sur les prélèvements.

#### **FRAPNA 9.4**

Erratum : Sur la Véga, le DOE étant de 0,52 m<sup>3</sup>/s, il n'a pas été franchi par les débits moyens mensuels entre 2008 et 2015.

#### **FRAPNA 9.5**

La phrase « Les prélèvements ne constituent donc pas l'enjeu prioritaire pour l'atteinte du bon état » est liée au fait que les prélèvements en tant que tels ne sont pas identifiés comme une des pressions s'exerçant sur les masses d'eau. Pour ces masses d'eau, le programme de mesures du SDAGE ne prévoit donc pas de mesures en lien avec l'atteinte de l'équilibre quantitatif.

En situation normale, hors période de sécheresse, le respect du débit objectif d'étiage ou du débit réservé passe par la limitation du débit de prélèvement par les calendriers de pompage.

En période de sécheresse, ce sont effectivement les arrêtés sécheresses qui prennent le relais pour la préservation de la ressource.

#### **FRAPNA 9.8**

L'Agence de l'Eau a indiqué que la définition d'un DOE sur certaines ressources du périmètre OUGC ne signifie pas qu'il n'existe pas de marge potentielle d'augmentation des prélèvements, c'est pourquoi, après avis du

comité technique, l'étude d'impact s'est appliqué à démontrer que les augmentations ont un effet négligeable sur les débits de cours d'eau concernés. Le DOE reste bien un objectif à respecter.

#### **FRAPNA 9.9**

Sur l'unité de gestion 4 Vallées, le sous-bassin versant du Saluant est le seul qui n'était pas concerné par l'étude volumes prélevables qui a été réalisée sur les 4 vallées. Il a donc été demandé une expertise particulière sur ce sous-bassin versant pour améliorer la connaissance de la sensibilité du milieu par rapport aux prélèvements. L'objectif de cette expertise n'était pas d'étudier de façon précise et exhaustif la sensibilité du milieu sur le sous-bassin versant, et s'est donc concentrée sur le cours d'eau du Saluant en lui-même, pour apporter de premiers éléments.

#### **FRAPNA 9.20**

Sur certains bassins très sensibles, les études volumes prélevables montrent que les prélèvements ne sont pas compatibles avec la disponibilité du milieu (c'est le cas des zones d'infiltration des 4 vallées). Pour autant, une diminution ou un retrait de ces prélèvements ne permettrait pas une augmentation des niveaux d'eau qui sont déjà contraints naturellement. Les PGRE préconisent la progressive diminution des prélèvements en autorisant l'existant uniquement et le non renouvellement en cas d'arrêt. Ces préconisations seront respectées par l'OUGC.

#### **CLE Drac Romanche 11.2**

Tous les ruisseaux du Trièves sont surveillés pendant la saison d'irrigation. Si un schéma de Gestion de la Ressource en Eau est mis en place sur ce bassin versant, l'OUGC participera aux groupes de travail.

#### **CLE Drac Romanche 11.9**

L'étude d'impact a effectivement identifié que la sous-unité de gestion de l'Ebron présentait une vulnérabilité particulière et qu'elle était à surveiller pendant la saison d'irrigation, sur la base des informations disponibles. La gestion volumétrique, avec le respect sur la saison d'irrigation d'un volume prélevable, permettra d'éviter tout impact sur la ressource en eau. Le volume prélevable représente même une diminution par rapport au volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire. Les études prévues dans le SAGE pourront permettre d'améliorer la connaissance et d'affiner le partage de la ressource.

#### **CLE Drac Romanche 11.10**

Erratum de la section 2.11.6. :

Il existe peu de données sur les aquifères liés à la masse d'eau FRDG407 Domaine plissé BV Romanche et Drac et les relations entre les eaux souterraines et les eaux de surface dans ces unités. Vraisemblablement, les nappes sont alimentées par les précipitations.

L'ensemble des cours d'eau, le Drac et ses affluents, apportent de l'eau à la nappe. La qualité des eaux de l'aquifère est donc interdépendante des eaux de surface. Le Drac de l'aval de Notre Dame de Commiers à la Romanche alimente la nappe. Le Drac de la Romanche à l'Isère alimente la masse d'eau souterraine en rive droite seulement. En rive gauche, il ne peut pas réalimenter l'aquifère du fait de la barrière hydraulique au droit des captages AEP de Rochefort et Fontagnieux. A l'aval, les nappes alluviales sont drainées par l'Isère. Il est à noter qu'afin de rétablir la continuité hydraulique de la rivière, la CLE a travaillé au relèvement du débit de la rivière à 5,5 m<sup>3</sup>/s. La continuité hydraulique entre le Drac et la Romanche est effective depuis septembre 2015.

#### **CLE Drac Romanche 11.11**

Il est indiqué dans l'étude d'impact que les prélèvements qui ne doivent pas être augmentés sont les prélèvements par les canaux dans les cours d'eau (et non pas les prélèvements réalisés directement dans les canaux), c'est-à-dire les prises d'eau des canaux. Ils ne doivent pas être augmentés du fait du contexte de sensibilité de la ressource : il est nécessaire dans tous les cas de préserver le débit réservé ou débit objectif d'étiage dans le cours d'eau. Les canaux gravitaires sont aujourd'hui régulés par leur propre autorisation en termes de débit de prélèvement dans le cours d'eau, permettant d'assurer le respect du débit minimum dans le cours d'eau. Ces autorisations de débit de prélèvement ne doivent donc pas être modifiées pour ne pas augmenter la prise d'eau du canal dans le cours d'eau.

Cependant, l'étude d'impact indique qu'il est envisageable d'augmenter les prélèvements agricoles qui sont réalisés directement dans les canaux (et non pas les prélèvements dans les cours d'eau). En effet, l'eau entrant

dans les canaux n'est pas consommé intégralement et une partie est ensuite rejetée au cours d'eau. L'eau des canaux est également utilisée pour d'autres usages. Le prélèvement des canaux dans le cours d'eau permettant déjà d'assurer le débit minimum du cours d'eau, les prélèvements dans les canaux pourraient donc être augmentés à condition d'organiser une concertation pour la gestion des canaux entre les différents usages.

#### **CLE Drac Romanche 11.12**

L'étude d'impact a effectivement identifié que plusieurs sous bassins présentaient une vulnérabilité particulière et étaient à surveiller pendant la saison d'irrigation, sur la base des informations disponibles. La gestion volumétrique, avec le respect sur la saison d'irrigation d'un volume prélevable, permettra d'éviter tout impact sur la ressource en eau. Le volume prélevable représente même une diminution par rapport au volume théorique autorisé actuellement par la procédure mandataire. Les études prévues dans le SAGE pourront permettre d'améliorer la connaissance et d'affiner le partage de la ressource.

#### **Balcons du Dauphiné 12.2 & Balcons du Dauphiné 12.3**

La gestion OUGC permet une limitation des possibilités de prélèvements par rapport aux autorisations précédentes sur ces zones puisque la gestion sera dorénavant mixte en incluant une gestion volumétrique et débitmétrique. Ceci constitue une garantie supplémentaire pour les milieux, qui est complété par le dispositif de police de l'eau en été.

#### **Balcons du Dauphiné 12.5**

Toute amélioration de la connaissance pendant la durée de l'AUP pourra être prise en compte pour modifier les volumes autorisés si cela s'avère nécessaire.

#### **Balcons du Dauphiné 12.8**

Le SDAGE actuel ne prévoit pas la classification de zones déficitaires supplémentaires jusqu'en 2021. Les études dites « volumes prélevables » sont réalisées uniquement sur ces zones.

#### **Balcons du Dauphiné 12.10**

Le recensement agricole est une enquête décennale. Les derniers résultats disponibles sont donc ceux de 2010. A travers la procédure mandataire, la Chambre d'Agriculture dispose chaque année des chiffres pour les surfaces irriguées sur le département. Les données 2016 sont présentées p.56.

#### **Balcons du Dauphiné 12.13**

Les conflits d'usages observés sur les années 2003-2004 ont été réglés en imposant des calendriers de pompages avec des tours d'eau : tous les préleveurs ne peuvent plus prélever en même temps, ce qui limite les conflits et la potentialité de pénuries d'eau ou d'assecs. Toutefois, les calendriers étant basés sur des débits d'étiage raisonnable (QMNA<sub>5</sub>), il arrive que la situation devienne critique même sous calendrier. Il est de la responsabilité des préleveurs de ne pas dépasser le débit réservé. En cas de non-respect des milieux, la police de l'eau sanctionne les contrevenants.

#### **Balcons du Dauphiné 12.15**

Les volumes prélevés pour les usages autres que l'agriculture sont effectivement rapportés à la période estivale dans la partie d'analyse des incidences : cela correspond au « volume estival moyen tous usages hors agriculture » défini p.452.

#### **Balcons du Dauphiné 12.16**

2 points sont situés sur la commune d'Optevoz (n° lieu de prélèvement 1740, n° UP 380201994, n° PP 43373 et n° lieu de prélèvement 1755, n° UP 380201995, n° PP 43374) et l'autre point est situé sur la commune d'Arandon (n° lieu de prélèvement 3172, n° UP 380201990, n° PP 43357). Les 2 premiers sont des régularisations de forages existants utilisés jusqu'à présent avec des pompes déjà autorisées sur d'autres forages. Ils figurent dans la base de données présentée en Annexe 4 du dossier. Tous ces points ont été autorisés dans le cadre de l'étude d'incidence de la procédure mandataire. Le volume attribué aux 2 points situés sur la commune d'Optevoz dans le plan de répartition (présenté en Annexe 9 du dossier) se base donc sur les volumes consommés durant l'année



2015, la surface irriguée déclarée en 2015, la surface irriguée déclarée par l'irriguant, le volume demandé par l'irrigant et le volume prélevable de la sous-unité de gestion (selon la clé de répartition présentée en Annexe 9 du dossier). Toutefois, les volumes globaux n'ont pas augmenté puisqu'il s'agit simplement de réaffectation des pompes sur ces forages.

Le troisième est un nouveau qui n'a finalement jamais prélevé. Ce point situé sur la commune d'Arandon est ajourné. Il reste présent dans l'OUGC mais n'a pas réalisé de demande de volume en 2017.

L'administration pourra vérifier la régularité de ces prélèvements au titre des notices d'incidence Natura 2000 et demander le cas échéant la régularisation à chaque pétitionnaire.

#### **Balcons du Dauphiné 12.17**

Les volumes autorisés par la procédure mandataire sont théoriques, puisque c'est un débit qui est autorisé et non un volume.

Les prélèvements pourraient être augmentés dans la limite des volumes prélevables qui ont été définis sur la base des volumes réellement prélevés et non des volumes autorisés, en prenant en compte les besoins du milieu naturel.

#### **Balcons du Dauphiné 12.19**

Les cours d'eau mentionnés sont évoqués dans la liste des masses d'eau, concernant la qualité des masses d'eau, et ils sont cartographiés sur la cartographie des prélèvements (annexe 1 Atlas cartographique). Ils ont donc bien été considérés.

#### **Balcons du Dauphiné 12.20**

Dans le cas d'une amélioration de la connaissance des débits sur les cours d'eau du territoire, les volumes prélevables pourraient être ajustés si nécessaire.

#### **Balcons du Dauphiné 12.21**

Il est indiqué qu'aucun débit objectif d'étiage ou débit de crise n'est défini sur l'unité de gestion. Les débits objectifs d'étiage ne sont arrêtés qu'à des points nodaux (points clés de gestion), dans les SDAGE, SAGE et documents équivalents (source : Glossaire eaufrance).

#### **Balcons du Dauphiné 12.23**

L'état des pressions s'exerçant sur les masses d'eau est notifié dans le SDAGE 2016-2021 et tient compte de l'état des milieux.

#### **Balcons du Dauphiné 12.24&35&36**

Une vigilance est nécessaire concernant les prélèvements sur le sous-bassin versant de la Chogne. La mise en œuvre d'un volume prélevable superficiel sur le sous bassin versant de la Chogne permet de gérer plus finement les volumes prélevés sur le bassin. De plus, le calendrier d'alternance de pompage entre la nappe d'accompagnement et le cours d'eau contribue à préserver la ressource.

#### **Balcons du Dauphiné 12.25**

La mise en place de l'OUGC et de l'AUP contribuera à préserver la ressource en eau et ainsi la morphologie des cours d'eau.

#### **Balcons du Dauphiné 12.26**

Le Valencey a fait l'objet d'une expertise complémentaire dans l'objectif d'évaluer la sensibilité du milieu, et du fait du peu de connaissance disponible sur ce cours d'eau.

#### **Balcons du Dauphiné 12.27**

Les volumes prélevables pourront être ajustés si nécessaire pendant la durée de l'AUP sur la base de connaissances complémentaires.

#### **Balcons du Dauphiné 12.29**

Toute amélioration de la connaissance pendant la durée de l'AUP pourra être prise en compte pour modifier les volumes autorisés si cela s'avère nécessaire.

#### **Balcons du Dauphiné 12.30**

La partie analyse des incidences se concentre bien sur la période estivale d'irrigation.

#### **Balcons du Dauphiné 12.31**

Les calculs concernent la sous-unité de gestion Bourbre Moyenne Aval. A l'échelle du cours d'eau, des mesures de limitation du débit de prélèvement permettent d'assurer le respect du débit réservé du cours d'eau.

#### **Balcons du Dauphiné 12.32**

Le SAGE Bourbre installe actuellement des dispositifs de mesure d'étiage sur les cours d'eau de la Bourbre et du Catelan, ce qui permettra non seulement un suivi du niveau des cours d'eau mais également une appropriation de ces niveaux par les préleveurs et pourra constituer un outil d'aide à la décision à l'instar de ce qui est fait sur la Galaure et la Varèze.

#### **Balcons du Dauphiné 12.33**

Il n'y a pas a priori de projets sur le Valencey et la Chogne. Ces deux cours d'eau ont fait l'objet d'une expertise complémentaire dans l'objectif d'évaluer la sensibilité du milieu et du peu de connaissance disponible sur ces cours d'eau.

#### **Balcons du Dauphiné 12.37**

Le déséquilibre est lié à la valeur très importante du volume autorisé actuellement par le biais de la procédure mandataire. Il s'agit cependant d'une valeur théorique qui n'est pas réellement prélevée.

La diminution du débit d'étiage liée aux prélèvements existants est de l'ordre de 9% sur Save Braille : cet impact est donc à prendre en compte en restant vigilant.

#### **Balcons du Dauphiné 12.38**

La zone humide évoquée est celle présente entre le pont de Chavanne et le lieu-dit Mollard Montagnat.

Des réflexions pourront être menées pour réaliser des substitutions de prélèvements pour une ressource plus abondante, comme le Rhône.

#### **Balcons du Dauphiné 12.39**

Des réflexions pourront être menées pour réaliser des substitutions de prélèvements pour une ressource plus abondante, comme le Rhône.

Pour préserver la ressource, un calendrier d'alternance des pompages réalisés dans le cours d'eau et dans la nappe d'accompagnement est mis en place.

#### **Balcons du Dauphiné 12.40**

Il existe en effet quelques études liées à la présence du captage de Pré Bonnet sur cette sous-unité de gestion, les plus récentes datant de 2011/2012. Celles-ci restent néanmoins plus succinctes que les études qui ont pu être

menées sur les unités de gestion disposant par exemple d'une EVP ou d'un SAGE. Un débit de nappe légèrement supérieur au débit de renouvellement de la nappe calculé pour le dossier a pu être calculé en utilisant une méthode de calcul différente (calcul d'un débit de nappe théorique par la méthode de Darcy), ce qui conforte le calcul effectué pour le dossier.

De plus, la comparaison du volume d'apport de renouvellement de la nappe en période d'irrigation et des volumes consommés durant la période d'irrigation témoigne d'un équilibre entre les prélèvements et le renouvellement de la ressource (cf. réponse aux commentaires 12.28 des Balcons du Dauphiné). Des réunions de concertation entre les différents usagers de cette sous-unité (irrigation et AEP) ont également eu lieu entre 2006 et 2010 et n'ont constaté aucun conflit entre les usagers, ce qui appuie les résultats de cette analyse théorique.

Un suivi de la nappe est préconisé sur cette sous-unité de gestion. Cependant, il est à noter que le suivi des niveaux de nappe ne fait pas partie des missions de l'OUGC. Un réseau de suivi de niveaux de nappe sur certains forages agricoles a été mis en place par le Conseil Général de l'Isère et la DDT (cf. section 7.2.1.4., figure 257). Les données collectées sur ces ouvrages sont gérées par la Chambre d'Agriculture de l'Isère. Dans la limite de ses possibilités, l'OUGC contribuera au suivi des niveaux de nappe sur ces sous-unités pendant la durée de l'autorisation.

#### **Balcons du Dauphiné 12.42**

Des réflexions pourront être menées pour réaliser des substitutions de prélèvements pour une ressource plus abondante, comme le Rhône.

#### **Balcons du Dauphiné 12.43**

Cet élément a déjà été évoqué et ne saurait être tolérable. Ces prélèvements n'ont d'autre solution que d'intégrer la démarche OUGC et ce, en fonction des ressources disponibles.

#### **Balcons du Dauphiné 12.44**

L'amélioration de la connaissance pourra permettre d'affiner les volumes prélevables.

## 6. Des considérations d'ordre général

*La commission relève que divers contributeurs ne retrouvent pas dans le dossier, pourtant volumineux, des informations essentielles et notamment cartographiques, c'est la raison pour laquelle elle demande des compléments (voir le point 4 ci-dessus)*

*La note de cadrage de la DDT de septembre 2014 fait explicitement référence à l'article R.122-5 du code de l'environnement, qui concerne le résumé non technique et en explicite bien les attendus : « un résumé non technique, exhaustif et pédagogique, est attendu de manière à être compris par un lecteur non averti. Il doit reprendre tous les volets de l'étude et se suffire à lui-même pour comprendre le projet et son impact. » Force est de constater que le document produit à l'enquête ne répond pas à ces objectifs, notamment en ce qu'il ne présente pas de manière synthétique les volumes soumis à autorisation par unité et sous-unité de gestion, en comparaison avec les volumes effectivement prélevés sur la période de référence (voir point 3 ci-dessus). C'eût pourtant été une présentation claire et didactique du projet et un moyen d'en apprécier les impacts, accessible à un public non averti.*

*La mise en place d'un arrêté unique pluriannuel pour l'irrigation devrait permettre à l'OUGC d'avoir une vision de long terme pour permettre aux agriculteurs irrigants de s'organiser de manière plus pérenne. En contrepartie, le partage de connaissances sur la ressource disponible et ses évolutions, a fortiori dans un contexte de changement climatique, paraît relever du bon sens. Si la Loi sur l'Eau n'impose la mise en place d'un OUGC que sur les secteurs de zones de répartition des eaux (ZRE) nécessitant des études volumes prélevables, le choix a été fait en Isère d'un OUGC couvrant la quasi totalité du territoire (et une partie de la Drôme pour respecter la logique de bassins versants). Cette démarche volontariste est louable, mais peut-elle être pertinente si elle ne s'accompagne pas d'une réelle association de tous les acteurs concernés pour s'inscrire dans une logique d'anticipation des évolutions et de prévention des conflits d'usage ?*

*Compte tenu de la durée de l'autorisation demandée (10 ans), quels seront les indicateurs mis en place pour suivre le changement climatique ?*

*Une prise en compte de ces évolutions climatiques est elle prévue, sur les aspects quantitatifs et qualitatifs, lors du bilan de l'AUP (par exemple à mi-parcours) ?*

*Quelles sont les mesures d'aides et de conseils aux agriculteurs pour des changements de culture, de pratique et de paradigme pour économiser l'eau ?*

➔ Le contexte de changement climatique est très présent dans la réflexion agricole.

La création de l'Organisme Unique et la mise en place d'une gestion volumétrique plus fine reflètent d'ailleurs cet esprit puisque qu'elles font partie intégrante d'une réflexion plus globale définie dans un accord cadre de gestion quantitative.

La gestion des prélèvements par Organisme Unique n'est qu'un aspect de cet accord cadre.

Cet accord cadre est signé par les partenaires : Agence de l'eau, DDT, Département, Chambre d'Agriculture et Association des irrigants et permet la mise en place d'une action concertée sur la thématique de la gestion des prélèvements agricoles dans le respect des milieux aquatiques.

Le premier accord triennal a été signé en 2000 puis a été reconduit tous les 3 ans de manière à adapter les actions petit à petit.

L'échelle de gestion départementale permet d'avoir une vision globale stratégique des ressources.

Ainsi, partant d'une gestion inexistante, une procédure de recensement puis de gestion globale à l'échelle des bassins versants via des bilans de comparaison entre la disponibilité de la ressource et les besoins agricoles a été mise en place et sanctionnée par une autorisation préfectorale annuelle des prélèvements. Cette procédure est intéressante car elle permet de cumuler les impacts de chaque prélèvement sur une même ressource et d'adapter la gestion adéquate.

Cette procédure a permis de mettre en place des actions de gestion sur les sites les plus sensibles en termes de ressource : cela se traduit, selon les bassins versants, par des modifications d'assolements et la mise en place de calendrier de prélèvements lissant la pression sur le milieu dans le temps et dans l'espace ou de la substitution sur des ressources plus pérennes et sécurisées.

Un nouvel accord vient d'être signé en 2017 et vise à améliorer encore la procédure selon différents thèmes :

- la mise en place de la gestion collective et volumétrique par Organisme Unique afin de limiter l'impact des prélèvements sur les ressources :

Cette procédure permet de définir des volumes plafonds compatibles avec la disponibilité et la sensibilité des différentes ressources. Cela permettra de garantir la bonne gestion des milieux au-delà même des zones les plus sensibles et à long terme, évitant ainsi des abus de sollicitation des ressources ;

- l'accompagnement des projets d'irrigation pour garantir la compatibilité avec les actions de gestion en place sur le département :

- des nouveaux projets afin de favoriser les projets compatibles avec la ressource et d'inciter à une bonne prise en compte des techniques d'irrigation économes en eau ;
- des projets de substitution de prélèvements sensibles afin d'accompagner les plans de gestion de la ressource en eau au plus juste ;

- l'accompagnement des agriculteurs dans une réflexion relative aux économies d'eau afin de réduire au maximum l'impact de l'usage agricole et favoriser ainsi des conduites d'irrigation responsables intéressantes dans un contexte d'évolution climatique avec plusieurs leviers d'actions :

- les économies d'eau via le parc matériel avec l'orientation vers du matériel basse pression plus économe à la fois en eau et en énergie, ce qui est important au regard du changement climatique mais également pour limiter les arrosages non productifs (type arrosage bords de parcelles, routes, limitation des fuites sur les réseaux...) ;
- les économies d'eau via le pilotage de l'irrigation et la production de bulletins d'avertissement.

Les irrigants situés sur les sites les plus sensibles ont été accompagnés dans les premières années d'accord cadre dans le but de gérer les apports d'eau au plus juste grâce à des sondes tensiométriques. Depuis 2009, ce dispositif a été étendu à l'ensemble du département avec la mise en place d'un réseau de stations de pilotages d'irrigation de manière à mailler le territoire irrigué en intégrant toutes les situations pédoclimatiques et permettant la production

hebdomadaire d'un bulletin spécifique à chaque zone. Ce bulletin présente toutes les données nécessaires à un bon pilotage de l'irrigation (la bonne dose au bon moment sans excès) ;

- les économies d'eau via une réflexion globale de conduite des cultures afin de limiter les prélèvements d'eau ;

Ainsi, plusieurs pistes de réflexion sont envisagées à l'échelle collective :

- adaptation collective des assolements pour s'adapter à la disponibilité en eau (diversification des assolements, rotations plus longues intégrant des cultures d'automne moins consommatrices en eau, adaptation variétale ...) ;
- itinéraires techniques favorables aux économies d'eau (binage, apport de matière organique, semis précoces...) et augmentation des fonctionnalités agronomiques des sols.

Ces réflexions seront accompagnées en priorisant les bassins les plus sensibles afin de répondre en partie aux diminutions de volumes imposées sur ces ressources.

Cette stratégie globale passe également par une meilleure connaissance des ressources en période d'étiage afin de limiter les impacts des prélèvements sur les milieux. Il est prévu dans l'accord cadre la mise en place de piézomètres supplémentaires dans des forages agricoles et de limnigraphes spécifiques d'étiage dans les rivières les plus sensibles.

## **7. Annexes**

---

### **7.1. Annexe 1 : Règlement intérieur de l'OUGC38**

### **7.2. Annexe 2 : Arrêté-cadre sécheresse**

### **7.3. Annexe 3 : Cartographie des prélèvements agricoles et des zones Natura 2000, ZNIEFF et ENS**

### **7.4. Annexe 4 : Fiches Natura 2000**